

Le discours de Kofi Annan au Parlement européen

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Allocution prononcée devant le Parlement européen
à l'occasion de la remise du prix Andreï Sakharov pour la liberté de l'esprit

Parlement européen, Bruxelles, 29 janvier 2004

Monsieur le Président, je vous remercie des très aimables paroles d'introduction que vous avez prononcées,
Mesdames et Messieurs les députés au Parlement européen,
Excellences, Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je suis profondément touché de l'hommage que vous avez rendu à mon ami et collègue Sergio

Vieira de Mello et aux nombreux autres agents des Nations unies qui ont péri alors qu'ils œuvraient pour la paix dans le monde. Je suis fier de recevoir le prix Andreï Sakharov en leur mémoire.

Le prix de la liberté de l'esprit marque la digne reconnaissance de leur ultime sacrifice pour la cause de la paix. Il vient aussi saluer la valeur des personnes qu'ils furent. Ces hommes et ces femmes courageux que nous avons perdus à Bagdad le 19 août, agents de l'ONU et autres personnes, étaient des esprit libres, des consciences libres.

J'ai présenté tout à l'heure au président Cox des survivants de l'attentat, ainsi que des parents de ceux qui ont été tués ou blessés. Ils sont avec nous, en ce moment, dans cet hémicycle. Je les remercie de s'être joints à nous et c'est aussi en leur nom que je reçois le prix qui m'est décerné.

Je vous remercie également, Président Cox, et vous tous, députés au Parlement européen, d'avoir invité spécialement ces personnes à assister à cette cérémonie. C'est là un geste qui exprime fortement la solidarité de l'Union européenne avec les Nations unies.

Comme nombre de personnes qui ont survécu à l'explosion, les Nations unies elles-mêmes portent de profondes blessures, mais notre détermination est plus forte que jamais et nous apprécions à sa juste valeur la solidarité d'amis tels que vous.

Vous avez manifesté votre engagement ce matin même en adoptant une résolution qui vise à renforcer le soutien politique et financier de l'Union européenne en faveur des Nations unies.

L'Union européenne doit aussi contribuer, avec d'autres acteurs, à renforcer la capacité des pays pauvres à fournir aux réfugiés une protection et des solutions. Au demeurant, sept réfugiés sur dix demandent à être accueillis dans les pays en développement, où les ressources sont beaucoup plus limitées et le respect des droits de l'homme plus inégal. Comme l'a souligné avec raison le professeur Gil Loescher, qui a survécu à l'attentat de Bagdad et se trouve parmi nous aujourd'hui, si nous ne voyons pas cette réalité, il manque quelque chose à notre démarche envers les réfugiés.

La plupart des immigrants ne sont pas des réfugiés. Nous parlons, dans leur cas, de migrants volontaires, et certains d'entre eux le sont effectivement. Toutefois, beaucoup quittent leur pays d'origine non parce qu'ils le veulent réellement, mais parce qu'ils ne voient aucun avenir chez eux. Il est de notre devoir à tous de faire tout ce que nous pouvons pour qu'un plus grand nombre de possibilités se présente dans les pays en développement. Si nous instaurons véritablement un partenariat mondial en faveur du développement afin d'atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire, nous aurons fait beaucoup pour réduire les incitations à quitter son pays.

Vos services d'asile sont surchargés précisément parce que beaucoup de gens qui estiment devoir partir ne voient pas d'autres canaux pour émigrer. Beaucoup d'autres en viennent à des actes plus désespérés et clandestins et sont parfois blessés, voire meurent asphyxiés dans des camions ou noyés en mer, ou encore périssent dans le train d'atterrissage d'un avion.

Les chanceux qui entrent finalement sur le territoire se trouvent souvent à la merci d'employeurs sans scrupules et demeurent à l'écart de la société. Certains font appel, pour effectuer leur voyage, à des passeurs. D'autres sont victimes de trafiquants. C'est le cas, en particulier, de femmes, qui sont contraintes à la prostitution, forme moderne d'esclavage sexuel, et deviennent très exposées à la contamination par le virus du sida.

Le silence qui entoure cette tragédie sur le front des droits de l'homme est une honte pour notre monde. D'obscurs réseaux appartenant à la criminalité organisée, qui violent les lois de toutes les sociétés où ils agissent, en retirent des milliards de dollars.

Tous les États ont le droit souverain de décider quels migrants volontaires ils sont prêts à admettre et dans quelles conditions, mais nous ne pouvons pas tout simplement fermer nos portes ou fermer les yeux sur cette tragédie.

La situation est d'autant plus tragique que de nombreux États qui ferment leurs portes ont, en fait, besoin d'immigrants. Les taux de natalité et les taux de mortalité que vous connaissez en Europe ont chuté d'une manière spectaculaire. Votre population diminue et vieillit. Sans immigration, l'Union européenne bientôt constituée de 25 États, qui comptait 452 millions d'habitants en l'an 2000, en aura moins de 400 millions en 2050. Certains pays, comme l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne ou la Grèce, verront leur population se réduire de près d'un quart. Un Italien sur trois sera âgé de plus de 65 ans, soit une proportion deux fois plus élevée qu'aujourd'hui.

Si cela devait arriver, des emplois resteraient vacants et des services ne seraient plus offerts. Vos économies entreraient en récession et vos sociétés connaîtraient sans doute la stagnation. Nombreux sont les autres pays - du Japon à la Fédération de Russie et à la Corée du Sud - à être confrontés au même problème.

Face à lui, il n'y a pas de solution simple, mais une immigration inévitable qui constitue une part importante de la solution.

Voilà pourquoi j'encourage les États européens à ouvrir toutes grandes leurs portes à l'immigration légale - tant pour les travailleurs qualifiés que pour les travailleurs non qualifiés, tant pour le regroupement familial que pour une meilleure situation économique, tant pour les immigrants temporaires que pour les immigrants permanents.

Les pays pauvres bénéficient eux aussi de l'émigration, par le biais des envois d'argent. Les montants que les travailleurs migrants renvoient dans leur pays d'origine sont en augmentation rapide. Pour les seuls transferts officiels, le montant que les migrants des pays en développement ont renvoyé dans leur pays d'origine en 2002 a atteint au moins 88 milliards d'USD, soit 54 % de plus que les 57 milliards d'USD d'aide officielle au développement dont ces mêmes pays ont bénéficié.

Je n'affirmerai pas que l'immigration ne pose aucun problème. Les immigrants apportent dans la société qui les accueille des cultures et des coutumes différentes ainsi que des langues et des religions différentes. C'est une source d'enrichissement, mais c'est parfois aussi une source de gêne, voire de division et d'exclusion. L'intégration est un défi bien réel.

Dans les premiers temps de son installation, presque aucun groupe important de nouveaux immigrants n'échappe aux invectives. Ce que vivent les immigrants aujourd'hui rappelle l'hostilité autrefois témoignée aux Huguenots en Angleterre, ou celle vécue par les Allemands, les Italiens et les Irlandais aux États-Unis et les Chinois en Australie. Mais à longue échéance, les perspectives sont bien souvent beaucoup plus positives. L'intégration se fait dans les deux sens. Si les immigrants doivent s'adapter à leur nouvelle société, ces sociétés doivent elles aussi s'adapter. Au sens littéral, le mot "intégrer" signifie "rendre entier". C'est le mot d'ordre de l'Europe d'aujourd'hui. L'intégration des immigrants devenus citoyens permanents des sociétés européennes est essentielle à la productivité de celles-ci comme à la dignité humaine.

Elle est également essentielle au bon fonctionnement de systèmes démocratiques à visage humain. Ces démocraties ne peuvent tirer parti du travail des immigrants et ignorer les autres aspects de leur condition d'hommes et de femmes. Dans les années 1960, le grand écrivain suisse

Max Frisch disait des programmes européens d'accueil de travailleurs étrangers : "On a fait appel à de la main-d'œuvre et ce sont des hommes qui sont arrivés". L'un de vos principaux défis consiste à admettre cette réalité et à y apporter une réponse, une réalité que reflète la Convention des Nations unies sur la protection des droits des travailleurs migrants, que j'invite les États européens et tous les États d'ailleurs à signer et à ratifier.

Parfois, l'immigration est aussi à l'origine de difficultés dans les pays que quittent les migrants. Oui, ils bénéficient sans doute de leurs envois d'argent, mais s'ils ne gardent pas le contact avec leur diaspora, ils risquent de perdre une partie de leurs esprits les plus brillants et les plus talentueux.

Cette situation ouvre de nouvelles perspectives de coopération internationale. Après tout, si les pays en développement souhaitent souvent le retour des émigrants, les pays développés ont souvent intérêt à ce que les immigrants rentrent chez eux après un certain temps.

Sur ce point, et sur d'autres, la coopération internationale est la clé d'une meilleure gestion de l'immigration. Et en matière d'amélioration de la coopération, l'Union européenne doit occuper la place qui lui revient : elle doit montrer l'exemple. Cette question, vous y avez accordé plus d'attention que tout autre continent, et le cadre défini à Tampere constitue la base d'une politique européenne commune.

La lutte contre l'immigration clandestine doit faire partie d'un programme beaucoup plus vaste, qui se doit de tirer parti de l'immigration au lieu de vouloir en vain l'arrêter. Or, parfois, l'essentiel est relégué au second plan par les débats enflammés sur la suppression de l'immigration clandestine, comme si c'était cela l'objectif premier de la politique migratoire. Les gens ne voient plus que les images de l'arrivée massive de personnes indésirables et de menaces pour leur société et leur identité, alors que de leur côté, les immigrants sont parfois stigmatisés, injuriés, voire déshumanisés.

Dès lors, une vérité essentielle disparaît. La grande majorité des immigrants sont des gens travailleurs, courageux et déterminés. Ils ne recherchent aucune faveur. Ils veulent qu'on leur donne une chance honnête. Ce ne sont ni des criminels ni des terroristes. Ils respectent les lois. Ils ne veulent pas vivre séparément. Ils veulent s'intégrer tout en conservant leur identité. Or, seule la coopération - bilatérale, régionale et mondiale - permettra de mettre en place, entre les pays d'émigration et les pays d'accueil, les partenariats qui seront bénéfiques aux deux parties, mais aussi d'envisager des voies nouvelles pour faire de l'immigration un moteur du développement, lutter efficacement contre les trafiquants et définir des normes communes pour l'accueil des immigrants et la gestion de l'immigration.

Voilà pourquoi je suis particulièrement heureux de la création, le mois dernier, de la Commission mondiale sur la migration internationale. Cette commission est la bienvenue dans la coopération Nord-Sud et elle est présidée par des personnalités reconnues, l'une suédoise, l'autre sud-africaine. Je remercie tous les pays qui soutiennent ses travaux ô combien essentiels et j'espère qu'elle permettra de promouvoir une meilleure compréhension de la part de la population. Mais avant tout, j'espère qu'elle sera largement acceptée pour l'amélioration du cadre normatif et institutionnel de gestion des migrations à l'échelon mondial - un cadre qui se fonde sur les droits de l'homme.

Le plus important, toutefois, est de créer une dynamique dans laquelle, en tant que députés au Parlement européen, vous êtes amenés à jouer un rôle essentiel.

Le message est clair : les immigrants ont besoin de l'Europe, mais l'Europe a aussi besoin des immigrants. Une Europe repliée sur elle-même deviendrait plus mesquine, plus pauvre, plus faible, plus vieille aussi. Une Europe ouverte, par contre, serait plus juste, plus riche, plus forte, plus jeune - pour autant que vous sachiez gérer l'immigration.

On ne saurait minimiser les difficultés que l'immigration engendre. Mais félicitons-nous de l'énorme apport des immigrants aux sciences, au monde universitaire, au sport, aux arts ou à la politique, dont certains députés européens parmi vous. Et n'oublions pas que, sans immigrants, de nombreux services de santé manqueraient de personnel, de nombreux parents ne trouveraient pas l'aide à domicile qui leur permet de poursuivre leur carrière, de nombreux emplois de services ou générateurs de revenus resteraient vacants, sans compter le

vieillessement et la récession auxquels de nombreuses sociétés seraient en proie. Les immigrants sont une partie de la solution et non une partie du problème. Ils ne doivent pas devenir les boucs émissaires des divers maux de notre société.

L'hymne européen, l'Ode à la joie de Beethoven, évoque le jour où tous les hommes seront frères. Si Sergio Vieira de Mello était parmi nous, tout comme Andreï Sakharov, ils vous diraient ce que je vous dis ici : les gens qui franchissent les frontières aujourd'hui, en quête d'une vie meilleure pour eux-mêmes et pour leur famille, sont nos frères et nos sœurs. Considérons-les comme tels.

Dans cet esprit, faisons en sorte que, dans toutes nos actions communes, l'Union européenne et les Nations unies soient les phares de l'espoir en un avenir meilleur pour toute l'humanité.

Je vous remercie.